

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.45493

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

CORINE DEFRANCE

UNIVERSITES ET UNIVERSITAIRES ALLEMANDS DANS L'APRES-GUERRE*

Au lendemain de la »catastrophe allemande«, le terme de »*Stunde Null*« – »année zéro« – est apparu, signifiant pour les uns le désir de faire table rase du passé, pour les autres de rebâtir la société allemande sur de nouvelles bases. Cette expression reflète le sentiment dominant d'une rupture majeure, en 1945, avec la capitulation de l'Allemagne nationale-socialiste. Mais si cette date marque incontestablement une césure, pouvait-il y avoir un bouleversement radical, une liquidation immédiate de tout le passé allemand? Avec le recul, un certain nombre de continuités se sont dessinées dans tous les secteurs de la société allemande, si bien que les historiens contestent aujourd'hui, dans leur très grande majorité, la notion d'année zéro¹.

Nous nous proposons ici d'examiner cette question des ruptures et continuités au sein d'une des institutions fondamentales de la société allemande: l'Université. L'Université est un secteur clé, dans la mesure où elle a en charge la formation des futures élites, des nouvelles générations de cadres dirigeants. De la réforme de cette institution, de sa place dans le processus de rééducation et de démocratisation entrepris en 1945, allait en partie dépendre l'avenir de l'Allemagne d'après-guerre. L'étude des universités allemandes, des politiques universitaires menées par les quatre occupants et du comportement des universitaires allemands permet aussi d'appréhender le secteur où les interactions entre objectifs culturels (éducatifs et scientifiques) et politiques sont les plus intenses. Dans le contexte de la guerre froide naissante, l'Université devait devenir un enjeu entre les blocs en formation.

Dans le domaine universitaire, d'indéniables continuités peuvent être repérées, tant dans le personnel enseignant que dans la structure de l'Université, mais elles sont multiples en raison de la superposition d'héritages successifs: »III^e Reich«, tradition universitaire weimarienne, wilhelmienne, humboldtienne. La division de l'Allemagne en deux États, officielle en 1949, mais qui s'est esquissée au lendemain même de la capitulation, complexifie encore la problématique en introduisant une fracture majeure dans le système universitaire allemand entre universités de l'Est et de l'Ouest de l'Elbe. La question des continuités ou discontinuités se pose-t-elle dans les mêmes termes pour les deux Allemagnes? À l'Ouest, le mouvement étudiant de la fin des années soixante (contestation qui concerne l'Université, mais, bien au-

* Cet article est la version élaborée d'une conférence donnée à l'Institut historique allemand de Paris le 24 janvier 2002.

1 Christoph KLESSMANN, Stationen des öffentlichen und historischen Umgangs in Deutschland mit der Zäsur von 1945, in: Dietrich PAPENFUSS, Wolfgang SCHIEDER (éd.), *Deutsche Umbrüche im 20. Jahrhundert*, Cologne, Weimar, Vienne 2000, pp. 459–472.

delà, l'ensemble de la société ouest-allemande) fut-il l'expression du rejet de la tradition restaurée, un moment d'accélération de l'histoire suite à la réforme et à la rupture manquées de l'immédiat après-guerre? Inversement, l'absence de contestation universitaire en RDA, en 1968 (à l'Est, la mémoire de 1968 est celle du printemps de Prague et de sa répression²), témoignerait-elle d'une transformation achevée du système d'enseignement supérieur voire d'une instrumentalisation réussie de l'Université par le régime de la SED? Pour tenter de répondre à ces questions, il faudra en dernier lieu examiner les relations des universitaires allemands avec leurs gouvernements respectifs de part et d'autre de la frontière intérieure: comment vécurent-ils la déchirure de 1948/49? Furent-ils dans leur ensemble les défenseurs des choix politiques de leurs gouvernements ou contestèrent-ils les évolutions en cours?

I. Renouveau ou continuité du corps enseignant à l'Université

Avant d'aborder les questions de la dénazification et de l'épuration et du recrutement des enseignants du supérieur, il est nécessaire de rappeler brièvement l'attitude politique *dominante* des universitaires face à la montée du nazisme et à la dictature nationale-socialiste. Tout en gardant leurs distances avec le parti nazi jusqu'en 1933, ils n'avaient guère cherché à contrer la radicalisation antidémocratique perceptible dans le milieu étudiant au tournant des années vingt et trente. Sans doute cette attitude résultait-elle du conservatisme très prononcé du milieu des universitaires sous la République de Weimar, ces derniers aspirant à une évolution vers des structures plus autoritaires et hiérarchisées³. Aussi furent-ils complètement débordés par la vague brune. Les nazis n'ont pas répondu à leur espoir de «restauration» et ils ne purent empêcher la mise au pas de l'Université par le régime national-socialiste. Bien au contraire, l'anti-intellectualisme, le rejet de l'idéal de formation et de culture auquel ils aspiraient, la violence des méthodes employées, la destruction de l'autonomie des universités par rapport à l'État devaient conduire de nombreux enseignants à se réfugier dans l'apolitisme ou la «tour d'ivoire»⁴. Si une petite minorité de professeurs adhéra avec conviction à l'idéologie nationale-socialiste, une majorité prit formellement la carte du parti (les *Mitläufer*) et une minorité importante (plus d'un tiers des professeurs de chaire, les *Ordinarien*) put rester en poste sans entrer dans le parti. Le régime nazi s'était chargé d'épurer les opposants politiques et les enseignants d'origine juive. Jacques Gandouly estime qu'un tiers des enseignants du supérieur avait dû quitter leurs postes en 1938⁵.

2 Stephan WOLLE, Die versäumte Revolte: die DDR und das Jahr 1968, in: Aus Politik und Zeitgeschichte, B 22–23/2001, pp. 37–46.

3 Cf. Helmut HEIBER, Universität unterm Hakenkreuz, vol. 1, Der Professor im Dritten Reich, Munich, 1991; Louis DUPEUX, Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919–1960, Paris 1989, p. 45.

4 Ralph JESSEN, Akademische Elite und kommunistische Diktatur. Die Ostdeutsche Hochschul-Lehrerschaft in der Ulbricht-Ära, Göttingen 1999, p. 36.

5 Jacques GANDOULY, Pédagogie et enseignement en Allemagne de 1800 à 1945, Strasbourg 1997, p. 328.

La question de la dénazification

Après la capitulation sans conditions de l'Allemagne nationale-socialiste, les quatre puissances alliées ayant en charge l'administration internationale de l'Allemagne se fixèrent des objectifs généraux identiques qu'on qualifie de politique des quatre »D« : Dénazifier; Démilitariser; Décartelliser; Démocratiser⁶. La rééducation, en prétendant transformer la »mentalité allemande«, devenait l'un des piliers de la politique de sécurité des Alliés à l'égard de l'Allemagne⁷. Aussi Américains, Britanniques, Français et Soviétiques tentèrent-ils initialement d'harmoniser leurs politiques universitaires au sein du Comité allié de l'Éducation du Conseil de Contrôle à Berlin. L'accord se fit plus facilement sur les mesures à caractère répressif⁸ que sur celles qui engageaient la reconstruction des universités et, par conséquent, l'avenir de l'Allemagne. On constate aussi que les quelques résultats obtenus furent acquis avant l'été 1946⁹. L'évolution du contexte politique général fut la principale cause de cet échec.

Dans les quatre zones d'occupation, la dénazification suivit un processus similaire: une auto-épuration spontanée et limitée au sein même des universités; des directives émises par chacun des gouvernements militaires pour sa propre zone à l'automne 1945; la directive quadripartite de janvier 1946. Quand on établit le bilan de l'épuration à l'été 1947 (l'essentiel de la dénazification étant alors achevé), il est incontestable que la dénazification fut la plus sévère en zone d'occupation soviétique: 85% des enseignants qui, avant la fin de la guerre, avaient enseigné dans les universités de l'Est de l'Allemagne, ne faisaient plus partie du corps enseignant en 1946/47¹⁰ (ce qui ne veut pas dire que 85% d'entre eux aient été nazis, cf. infra). Selon des estimations globales, plus indicatives que précises, environ un tiers des enseignants furent épurés en zone britannique, plus de 35% en zone française et plus de 46% en zone américaine¹¹. Derrière ces statistiques se cachent des situations extrêmement variables: les différentes catégories d'enseignants, les universités, et en leur sein les facultés, parce

6 Rolf STEININGER, *Deutsche Geschichte seit 1945. Darstellung und Dokumente in vier Bänden*, vol. 1: 1945–1947, Francfort-sur-le-Main 1996.

7 Rainer HUDEMANN, *Kulturpolitik in der französischen Besatzungszone – Sicherheit oder Völkerverständnis? Notizen zu einer wissenschaftlichen Diskussion*, in: Gabriele CLEMENS (éd.), *Kulturpolitik im besetzten Deutschland, 1945–1949*, Stuttgart 1994, pp. 185–199; Corine DEFRANCE, *La politique culturelle de la France sur la rive gauche du Rhin*, Strasbourg 1994.

8 Ils parvinrent à établir des directives communes en matière de dénazification et de démilitarisation, des recommandations sur la non-admission des étudiants politiquement compromis; un ordre sur l'épuration des bibliothèques publiques. Cf. Corine DEFRANCE, *Les Alliés occidentaux et la réouverture des bibliothèques universitaires allemandes après 1945*, in: *Sources. Travaux historiques* 41–42 (1995) pp. 141–155.

9 Corine DEFRANCE, *L'enseignement supérieur et le Conseil de Contrôle, 1945–1948*, in: *Documents* 52, 2 (1997) pp. 34–40.

10 Ralph JESSEN, *Dictature communiste et milieu universitaire. Étude d'histoire sociale des professeurs d'université de la RDA, 1945–1961*, in: *Annales HSS* 53, 1 (1998) pp. 91–117 (ici: p. 93). ID., *Von den Vorzügen des Sozialismus und der deutschen Teilung. Kollaborationsverhältnisse im ostdeutschen Wissenschaftssystem der fünfziger Jahre*, in: Bernd WEISBROD (éd.), *Akademische Vergangenheitspolitik. Beiträge zur Wissenschaftskultur der Nachkriegszeit*, Göttingen 2002, pp. 39–52 (ici, p. 40).

11 Bundesarchiv (BA) Koblenz, OMGUS 5/298–1/12, rapport du 24 janvier 1947.

qu'elles n'avaient pas été uniformément affectées par le processus de nazification, furent inégalement touchées par la dénazification. Ainsi, les universités de tradition libérale, telles Iéna, Francfort ou Heidelberg, parce qu'elles avaient été les premières cibles du régime national-socialiste, devaient connaître une épuration/dénazification radicale après 1945¹². En revanche, les établissements de tradition conservatrice, tels Bonn ou surtout Fribourg furent, *relativement*, plus épargnés par l'épuration nazie et la situation y était donc moins critique en 1945: 62% des *Ordinariens* furent limogés ou suspendus en 1945 à Heidelberg, seulement 34% à Bonn et 48% à Fribourg¹³. Si un nombre important d'*Ordinariens*, titulaires de chaire, avait pu rester en poste sans adhérer à la NSDAP, il n'en était pas allé de même pour les autres catégories d'enseignants non titulaires contraintes de prendre leur carte sous peine d'exclusion immédiate. Aussi le taux d'adhésion au parti, dans ces catégories universitaires plus précaires, était-il plus élevé¹⁴. Les occupants devaient naturellement tenir compte de ces facteurs.

La remise en marche rapide des universités, voulue tant par les quatre occupants que par les responsables allemands pour permettre la formation des futures générations¹⁵, impliquait le recrutement dans les meilleurs délais de nombreux universitaires afin de pallier la saignée de la dénazification. Ceci posait la délicate question du potentiel enseignant disponible. Aussi ne faut-il pas s'étonner que, dans les quatre zones, les occupants aient fait appel à des professeurs retraités, parfois très âgés, qui, par-là même, avaient été à l'abri d'une confrontation directe avec le régime nazi dans le cadre de leur exercice professionnel. Il devait en résulter un vieillissement très marqué de l'âge moyen du corps enseignant, n'allant ni dans le sens d'un renouvellement du personnel universitaire ni dans celui d'une réforme de l'institution. Ainsi l'historien Friedrich Meinecke reprit-il du service en 1945 à l'université de Berlin (*Unter den Linden*) malgré ses 84 ans¹⁶.

La recomposition du corps enseignant devait d'abord passer, d'un point de vue moral, par la réintégration des universitaires chassés par le régime nazi.

12 Notker HAMMERSTEIN, Das Beispiel Frankfurt am Main, in: Karl STROBEL (éd.), Die deutsche Universität im 20. Jahrhundert, die Entwicklung einer Institution zwischen Tradition, Autonomie historischen und sozialen Rahmenbedingungen, Vierow bei Greifswald 1994, pp. 89–96; Arno WECKBECKER, Gleichschaltung der Universität? Nationalsozialistische Verfolgung Heidelberger Hochschullehrer aus rassistischen und politischen Gründen, in: Karin BUSELMAIER, Dietrich HARTH, Christian JANSEN (éd.), Auch eine Geschichte der Universität Heidelberg, Mannheim 1985, pp. 273–292; Volker SELLIN, Die Universität Heidelberg im Jahre 1945, in: Jürgen C. HESS, Hartmut LEHMANN, Volker SELLIN (éd.), Heidelberg 1945, Stuttgart 1996, pp. 91–106; Manfred HEINEMANN, Die Wiedereröffnung der Friedrich-Schiller-Universität Jena im Jahre 1945, in: Dieter VOIGT, Lothar MERTENS (éd.), DDR-Wissenschaft im Zwiespalt zwischen Forschung und Staatssicherheit, Berlin 1995, pp. 11–44.

13 Corine DEFRANCE, Les Alliés occidentaux et les universités allemandes, Paris 2000, pp. 107–109.

14 Ibid., pp. 72–73.

15 Ibid., pp. 81–93.

16 R. JESSEN (voir n. 4) p. 279.

La réintégration des victimes du »III^e Reich«

Parmi les victimes du »III^e Reich« réhabilitées après 1945, il faut distinguer deux catégories: Tout d'abord, celle des enseignants qui avaient été écartés par le *Reich*, mais étaient restés en Allemagne (soit en exil intérieur, soit internés). Ceux-ci furent immédiatement appelés à reprendre leurs postes et revinrent même spontanément. Nombre d'entre eux furent actifs au sein des nouvelles équipes dirigeantes et se chargèrent de renouer le contact avec leurs compagnons d'infortune (par exemple, Heinrich Konen et Heinrich Lützeler à Bonn¹⁷). La seconde catégorie est celle des universitaires émigrés. La position à leur égard de leurs collègues restés en Allemagne fut plus ambiguë¹⁸. À Bonn, la question fut évoquée à l'été 1945 et le sénat se prononça pour le retour de »ses« émigrés¹⁹. En septembre de la même année, la conférence des recteurs de zone britannique recommanda de restituer leurs chaires aux professeurs exilés, mais l'application de ces résolutions devait rester laborieuse, car, pour des raisons politiques, les universitaires allemands étaient tentés de recruter prioritairement leurs collègues désireux de quitter la zone d'occupation soviétique²⁰. À l'université de Heidelberg, on se montra moins empressé de tendre la main aux émigrés. Ce n'est qu'au début de l'année 1947, sous la pression de Karl Jaspers, qu'un appel général leur fut lancé²¹.

Les Soviétiques et les cadres du parti socialiste unifié – la SED – considérèrent eux aussi la réhabilitation des victimes politiques ou raciales du »III^e Reich« comme un acte de réparation, mais les gains en personnel restèrent peu importants (comme à l'Ouest d'ailleurs) et leur posèrent de très délicats problèmes politiques. En effet, parmi les »rémigrants« rentrés d'Union Soviétique, – les *Moskauerkader* – ne se trouvaient presque aucun »intellectuel«, il n'y avait donc là aucune possibilité pour combler l'hémorragie des élites²². Le recours aux émigrés venus de l'Ouest présentait un avantage certain pour le nouveau régime: leur présence dans les universités d'Allemagne orientale renforçait l'image antifasciste de la SBZ/RDA, fondement même de la légitimité de l'État²³. Mais ces rémigrants qui avaient côtoyé l'Occident, évolué loin de la tutelle moscovite et par conséquent échappé aux purges staliennes, étaient le plus souvent des bourgeois, intellectuels de gauche trop critiques pour se soumettre à la discipline de la SED²⁴. Aussi certains d'entre eux devaient-ils se retrouver assez vite dans la ligne de mire du nouveau régime.

17 Hans-Paul HÖPFNER, *Die Universität Bonn im Dritten Reich. Akademische Biographien unter nationalsozialistischer Herrschaft*, Bonn 1999, pp. 333, 487ss.

18 Marita KRAUSS, *Heimkehr in ein fremdes Land. Geschichte der Remigration nach 1945*, Munich 2001, pp. 62ss.

19 Universitätsarchiv, Bonn, Senatsprotokolle, séance du 30 août 1945.

20 Manfred HEINEMANN (éd.), *Nordwestdeutsche Hochschulrektorenkonferenzen, 1945–1948*, Hildesheim 1990, pp. 124–125.

21 Dorothee MUSSNUG, *Die vertriebenen Heidelberger Dozenten. Zur Geschichte der Ruprecht-Karls-Universität nach 1933*, Heidelberg 1988, pp. 244ss. Pour la prise de position de Karl Jaspers: Universitätsarchiv, Heidelberg, Senatsprotokolle, séance du 3 janvier 1947.

22 JESSEN (voir n. 4) p. 294.

23 Ulrich PFEIL, *Antifascisme et dénazification en zone d'occupation soviétique (SBZ), 1945–1948*, in: *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* 32, 1 (2000) pp. 13–27.

24 JESSEN (voir n. 4) pp. 320–323.

Le recrutement de nouveaux professeurs non habilités

Pour parer au manque de professeurs, certains occupants recoururent à une procédure absolument étrangère aux règles traditionnelles de l'Université allemande: la nomination d'enseignants non habilités. Ni les Britanniques, ni les Américains ne pratiquèrent de telles entorses à la tradition allemande. Les autorités françaises, en revanche, firent inscrire dans les statuts de l'université de Mayence, fondée en 1946 par l'occupant²⁵, la possibilité de faire appel à des enseignants du secondaire ou à des universitaires et scientifiques non habilités à des postes d'*Ordinarien* (titulaires de chaire)²⁶. Dans la pratique, ils n'abusèrent pas d'une telle procure et seuls deux cas ont été recensés pour toute la zone, tous deux à Mayence. Il s'agit d'une part du chimiste Fritz Strassmann qui s'était acquis une renommée scientifique considérable par la découverte, aux côtés de Otto Hahn et de Lise Meitner, de la fission de l'atome en 1938²⁷, d'autre part du géographe Josef Schmid, nommé premier recteur de cette université et que l'université de Fribourg venait de refuser malgré les pressions du gouvernement militaire²⁸. En zone soviétique, la nomination d'enseignants non habilités à des chaires universitaires fut plus fréquente, mais resta initialement marginale (par souci de ne pas affecter le niveau de l'institution), n'offrant donc guère la possibilité de combler le déficit de personnel qualifié dont souffraient les établissements d'enseignement supérieur. Comme dans le cas de Strassmann en zone française, on peut citer le recours à des personnalités dont les qualités intellectuelles et scientifiques étaient incontestées, par exemple le recrutement de l'écrivain et philosophe Ernst Bloch à Leipzig (après le départ de Hans-Georg Gadamer pour l'Ouest)²⁹. Mais il y eut d'autres cas, surtout dans les «facultés de sciences sociales» instaurées en 1946, où le ministère imposa des «marginiaux du système», en fonction de critères non scientifiques, mais politiques³⁰.

La réintégration des enseignants compromis avec le »III^e Reich«

Dans les trois zones occidentales, l'épuration fut menée avec moins de sévérité au fil du temps. Il y eut d'une part l'amnistie de la jeunesse fin 1946-début 1947³¹, d'autre part les réintégrations toujours plus nombreuses des enseignants »suspendus«. Au

25 DEFANCE (voir n. 7) pp. 61–74. Id., Die Franzosen und die Wiedereröffnung der Mainzer Universität, 1945–1949, in: Gabriele CLEMENS (éd.), Kulturpolitik im besetzten Deutschland, 1945–1949, Stuttgart 1994, pp. 117–130.

26 Helmuth MATHY (éd.), Die Wiedereröffnung der Mainzer Universität 1945/46. Dokumente, Berichte, Aufzeichnungen, Erinnerungen, Mayence 1966, p. 105. Id., Die erste Landesuniversität von Rheinland-Pfalz. Studien und Essays zu ihrer Entstehungsphase. Mayence 1997.

27 Fritz KRAFFT, Im Schatten der Sensation, Leben und Wirken von Fritz Strassmann, Weinheim 1981.

28 Christophe BAGINSKI, Un aspect de la politique universitaire française en Allemagne: l'affaire Josef Schmid, Fribourg, Mayence, 1945–1952, in: Allemagne d'Aujourd'hui 134 (1995) pp. 69–91.

29 Hans Uwe FEIGE, Ernst Blochs Leipziger Berufung, in: Deutschland Archiv 24 (1991) pp. 379–385.

30 Ralph JESSEN, Vom Ordinarius zum sozialistischen Professor. Die Neukonstruktion des Hochschullehrerberufs in der SBZ/DDR, 1945–1969, in: Richard BESSEL, Ralph JESSEN (éd.), Die Grenzen der Diktatur – Staat und Gesellschaft in der DDR, Göttingen 1996, pp. 76–107.

31 En juillet et août 1946 respectivement pour les zones américaine et britannique et en mai 1947 pour la zone française.

milieu des années 1950, un nombre important d'universitaires, non plus »provisoirement« mis à l'écart, mais définitivement congédiés en 1945/1946, avaient retrouvé des postes d'*Ordinarien* dans des universités allemandes³². Citons, parmi bien d'autres exemples, le cas de Hans Günther, le second »théoricien de la race« du »III^e Reich« après Rosenberg, limogé de son poste d'enseignant à l'université de Fribourg par les autorités françaises en 1945, et qui, malgré l'extrême gravité de son engagement en faveur du régime nazi, retrouva une chaire à l'université d'Erlangen à partir de 1954³³. Lorsque s'acheva la période d'occupation militaire, les alliés avaient conscience que la dénazification était restée très superficielle³⁴. Le souci de préserver une relative cohésion sociale en Allemagne et de ne pas désorganiser trop profondément l'institution universitaire en avaient été la cause³⁵. Si cette stratégie se révéla efficace pendant une bonne partie des années cinquante, elle se retourna pourtant contre les autorités de la République fédérale vers la fin des années cinquante. On vit alors sourdre de nombreuses critiques sur l'héritage national-socialiste toujours présent à l'Université. Au départ, elles furent formulées par des milieux extérieurs à l'université (rôle des deux hebdomadaires le *Spiegel* et la *Zeit*)³⁶ avant que les universitaires eux-mêmes n'acceptent la confrontation avec leur passé, comme en témoigna le cycle de conférences organisé à l'université de Tübingen en 1964³⁷. La question du passé des élites, des vestiges de fascisme dans la société ouest-allemande devait être au cœur du mouvement de contestation de la fin des années soixante en RFA ...

Ce phénomène de réintégration des anciens membres du parti national-socialiste ne fut aucunement spécifique aux trois zones occidentales puis à la jeune République fédérale. Un même processus se déroula dans la zone d'occupation soviétique/RDA, ce qui, en principe, était contradictoire avec la prétention du régime à incarner l'anti-

32 Clemens VOLLNHALS (éd.), *Entnazifizierung. Politische Säuberung und Rehabilitierung in den vier Besatzungszonen 1945–1949*, Munich 1991. Voir aussi Detlef GARBE, *Äußerliche Abkehr, Erinnerungsverweigerung und Vergangenheitsbewältigung: Der Umgang mit dem Nationalsozialismus in der frühen Bundesrepublik*, in: Axel SCHILDT, Arnold SYWOTTEK (éd.), *Modernisierung im Wiederaufbau. Die westliche Gesellschaft der 50er Jahre*, Bonn 1993, p. 697.

33 »Günther a été le second théoricien racial du Reich, suivant immédiatement Rosenberg. Il était connu sous le sobriquet de Rassengünther: Les cinq ans proposés par la délégation d'instruction semblent nettement insuffisants. On pourrait peut-être même envisager de le classer délinquant grave. Son influence sur la jeunesse a été néfaste durant l'exercice de son activité«, Archives du Ministère des Affaires Étrangères (MAE) Colmar, Bade 2560, rapport non daté du gouvernement militaire français. Voir aussi Benno MÜLLER-HILL, *Science nazie, science de mort*, Paris 1989, p. 26; Reinhard GROHNERT, *Die Entnazifizierung in Baden, 1945–1949*, Stuttgart 1991, p. 140.

34 DEFRANCE (voir n. 13) p. 111.

35 Detlef GARBE (voir n. 32) pp. 693–716; Norbert FREI, *Das Problem der NS-Vergangenheit in der Ära Adenauer*, in: Heinrich OBERREUTER, Jürgen WEBER (éd.), *Freundliche Feinde? Die Alliierten und die Demokratiegründung in Deutschland*, Munich 1996, pp. 185–191; Norbert FREI, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich 1996.

36 Bernd-A. RUSINEK, *Von der Entdeckung der NS-Vergangenheit zum generellen Faschismusverdacht – akademische Diskurse in der Bundesrepublik der 60er Jahre*, in: Axel SCHILDT, Detlef SIEGFRIED, Karl Christian LAMMERS (éd.), *Dynamische Zeiten. Die 60er Jahre in den beiden deutschen Gesellschaften*, Hambourg 2000, pp. 114–147 (ici: p. 118).

37 Karl Christian LAMMERS, *Die Auseinandersetzung mit der braunen Universität. Ringvorlesungen zur NS-Vergangenheit an westdeutschen Hochschulen* in: Axel SCHILDT, Detlef SIEGFRIED, Karl Christian LAMMERS (éd.), *Dynamische Zeiten. Die 60er Jahre in den beiden deutschen Gesellschaften*, Hambourg 2000, pp. 148–165.

fasciste. Mais la fragilité de la jeune République démocratique et la nécessaire stabilisation interne du régime de la SED avaient conduit les dirigeants est-allemands à renforcer la cohésion sociale par l'intégration des anciens membres du parti. De manière paradoxale, la nécessité de recourir à cette catégorie d'enseignants politiquement compromis fut d'autant plus pressante que l'épuration avait été particulièrement drastique dans les universités de la zone orientale. À la dénazification *stricto sensu* s'étaient rajoutées les déportations de savants (qui, contrairement à ce que l'on a longtemps cru, n'ont pas tant été le fait des Soviétiques – déportations vers l'URSS – que des Américains, lorsqu'ils occupèrent la Thuringe et une partie de la Saxe au printemps et au début de l'été 1945³⁸), la mise à l'écart d'une partie des élites bourgeoises jugées idéologiquement irrécupérables et nocives et les fuites vers l'Ouest qui s'accéléchèrent à partir de 1947/48, lors de la rupture du «front antifasciste démocratique». Ces départs vers Berlin-Ouest et la RFA ne connurent pas une évolution régulière, mais s'opérèrent par phases: une première vague au cours des années 1947/48 jusqu'en 1953, puis une pause relative entre 1953 et 1956 en raison du «nouveau cours» instauré après les émeutes du 17 juin 1953 (qui ne touchèrent d'ailleurs guère l'Université³⁹), et une nouvelle vague entre 1958 et 1961, suite à la radicalisation du régime après la crise de déstalinisation de 1956⁴⁰. Selon les estimations, plus de 2000 enseignants du supérieur environ seraient passés d'Est en Ouest avant la construction du Mur de Berlin en 1961⁴¹. Il est certain que l'Université, en zone soviétique, a perdu bien plus d'universitaires qu'il n'y avait eu d'enseignants membres de la NSDAP.

En fin de compte, les anciens membres de la NSDAP constituèrent à la fin des années quarante et au début des années cinquante le seul vivier où puiser pour combler le déficit d'enseignants! Réintégrés lors de la phase de stalinisation (1947–1953) où sévit l'épuration antibourgeoise, le régime attendit d'eux plus de loyauté et de soumission que de la part des représentants bourgeois non compromis⁴². On observe de très grands écarts dans les taux de réintégration en fonction des facultés: elles furent nombreuses dans les disciplines où le manque de spécialistes était particulièrement cruel, comme en médecine⁴³ et dans les sciences dites dures (la nécessité de faire un geste envers ces catégories était d'autant plus grande, que ces enseignants pouvaient faire jouer la concurrence sur le marché du recrutement entre les deux Allemagnes). Au milieu des années cinquante, un quart des enseignants du supérieur (dont 28% d'*Ordinariens*) avaient un «passé brun», et ce fut en 1961 que le nombre d'anciens membres du parti nazi parmi les universitaires atteint son maximum⁴⁴.

38 Christoph MICK, *Forschen für die Siegermächte. Deutsche Naturwissenschaftler und Rüstungsingenieure nach dem Zweiten Weltkrieg*, in: Dietrich PAPENFUSS, Wolfgang SCHIEDER (éd.), *Deutsche Umbrüche im 20. Jahrhundert*, Cologne, Weimar, Vienne 2000, pp. 429–446 (ici: pp. 432–433).

39 Thomas AMMER, *Die Gedanken sind frei. Widerstand an der Universitäten 1945 bis 1961*, in: Ulrike POPPE, Rainer ECKERT, Ilko-Sascha KOWALCZUK (éd.), *Zwischen Selbstbehauptung und Anpassung. Formen des Widerstandes und der Opposition in der DDR*, Berlin 1995, pp. 142–161.

40 JESSEN (voir n. 10) pp. 94–96.

41 JESSEN (voir n. 4) p. 46.

42 Ibid., p. 302.

43 Hans-Uwe FEIGE, *Zur Entnazifizierung des Lehrkörpers an der Universität Leipzig*, in: *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 42 (1994) pp. 795–808 (ici: pp. 801–805).

44 JESSEN (voir n. 4) p. 304.

Dans les deux Allemagnes, l'après-guerre ne représente donc pas tant une rupture qu'une interruption provisoire dont le terme est marqué par la vague de réintégration des anciens nazis à la fin des années 40 et au début des années 50⁴⁵.

La formation d'une nouvelle génération d'enseignants

Dans les zones occidentales puis en RFA, les nouvelles générations d'enseignants furent formées sur le modèle classique (doctorat suivi de l'assistantat; habilitation permettant de devenir *Privatdozent* avant une nomination à un poste de professeur), suivant un rythme assez long. Le fait qu'on en soit resté aux modes de formation traditionnels explique qu'il n'y ait pas eu de renouvellement des élites traditionnelles. Au milieu des années soixante, le corps enseignant des universités ouest-allemandes se caractérisait toujours par une moyenne d'âge très élevée, avec un très fort pourcentage de professeurs âgés de plus de soixante ans, ayant donc le plus souvent déjà fait carrière sous le »III^e Reich«⁴⁶.

En zone soviétique puis en RDA, les responsables est-allemands tentèrent de briser le système traditionnel pour former au plus vite une nouvelle génération de jeunes universitaires politiquement fiables. Un nouveau système, l'*Aspirantur*, calqué sur le modèle soviétique, fut instauré au tournant des années quarante et cinquante⁴⁷. L'objectif était d'ouvrir la voie à des jeunes gens politiquement sûrs, ou tout au moins loyaux envers le régime, de préférence issus du prolétariat, et de s'affranchir ainsi du lien de dépendance à l'égard des professeurs en place. Ces derniers, majoritairement d'origine bourgeoise, n'avaient pas la confiance de la SED. Mais ce projet échoua partiellement du fait de la résistance des universitaires de la première génération qui continuèrent à faire passer les critères scientifiques avant les critères politiques. Ralph Jessen conclut: »Ce ne sont pas quelques professeurs réactionnaires ou quelques doctrines bourgeoises qui ont réellement fait obstacle à la politique d'enseignement supérieur communiste, mais le milieu universitaire pris dans son ensemble, et les contradictions entre les exigences de rationalité du travail scientifique d'une part, le poids des facteurs charismatiques, des loyautés personnelles, le faible degré de bureaucratisation et le caractère difficilement objectivable des critères de prestige en vigueur dans ce milieu«⁴⁸. Bien que le nombre d'aspirants ait considérablement augmenté tout au long des années cinquante, lors de la phase de »constitution de l'université socialiste«, l'assistantat classique resta la voie royale menant au professorat: entre 1951 et 1961, seuls 16,3% des professeurs habilités étaient issus de l'*Aspirantur*. Le renouvellement du personnel universitaire d'Allemagne de l'Est s'avéra donc problématique. Ce n'est qu'au cours des années soixante, à l'ombre du Mur, que la jeune génération commença à occuper les chaires et la mise en place d'une nouvelle catégorie d'universitaires devait prendre plus de 20 ans. Ce renouvel-

45 Ibid., p. 309.

46 Bernd-A. RUSINEK (voir n. 36) p. 115.

47 Manfred HEINEMANN (éd.), *Hochschuloffiziere und Wiederaufbau des Hochschulwesens in Deutschland 1945-1949. Die sowjetische Besatzungszone*, Berlin 2000, pp. 66ss.; Pjotr I. NIKITIN, *Zwischen Dogma und gesundem Menschenverstand. Wie ich die Universitäten der deutschen Besatzungszone sowjetisierte*, Berlin 1997.

48 JESSEN (voir n. 10) p. 92.

lement des générations se produisit selon un rythme beaucoup plus lent dans les facultés de sciences que dans les disciplines littéraires (plus de 17% des professeurs de ces facultés, en 1954, étaient d'origine prolétarienne et 37,6% d'entre eux étaient membres de la SED. Dix ans plus tard, un tiers des professeurs étaient issus des classes sociales défavorisées et deux tiers se disaient proches du régime). C'est dans le domaine des sciences sociales que les ruptures furent les plus radicales. En 1954, plus de 26% des professeurs étaient originaires de famille ouvrières ou paysannes et plus de 73% étaient membres de la SED⁴⁹.

Dans le cadre de cet article, centré sur les universitaires, il ne peut être question d'analyser le recrutement des étudiants, mais une telle étude montrerait qu'à l'Ouest, il n'y eut guère de modification fondamentale dans la structure par âge, sexe et origine sociale des étudiants⁵⁰, tandis qu'en zone soviétique, les transformations furent profondes suite à l'instauration des facultés d'ouvriers et paysans⁵¹, véritable vecteur politique et idéologique au service de la socialisation/soviétisation (voir infra).

II. Les universitaires face à la réforme de l'Université

Au temps de l'Alliance, pendant la guerre, les Alliés s'étaient mis d'accord sur le fait qu'il ne faudrait pas en rester à la dénazification de l'Allemagne vaincue, mais qu'il faudrait démocratiser toutes les structures (politiques, économiques et sociales) de l'Allemagne d'après-guerre. Même si aucun des futurs occupants n'avait envisagé avant la capitulation un plan de réforme de l'Université, l'accord de principe s'établit sur la nécessité de réformer l'Université traditionnelle allemande qui, malgré le principe de la *Selbstverwaltung*, n'avait pas pu ou su résister à l'emprise nazie et échapper à la mise au pas («*Gleichschaltung*»)⁵². S'ils tirèrent un même constat de faillite de l'institution d'avant 1933, les quatre occupants n'arrivèrent pas à s'entendre sur la notion de «démocratisation», ce que reflète très bien l'impuissance du Conseil de Contrôle quadripartite de Berlin qui ne put établir aucune directive «constructive» au-delà de la dénazification *stricto sensu*⁵³.

Le blocage des réformes à l'Ouest

Selon les résultats d'une grande enquête menée en 1948 auprès de toutes les universités et universitaires des zones occidentales, le principe d'une réforme n'était pas rejeté par les enseignants allemands, mais il faut s'interroger sur le sens de la réforme qu'ils étaient prêts à accepter et mettre en œuvre⁵⁴. Plutôt que d'innover, ils enten-

49 Ibid., pp. 104 und 111.

50 Corine DEFANCE, La sélection des nouvelles élites dans les universités de l'Allemagne occupée 1945–1949, in: Ilja MIECK, Pierre GUILLEN (éd.), Sociétés d'après-guerre en France et en Allemagne au 20^e siècle, Munich 1998, pp. 207–220.

51 Siegfried HOYER, »Arbeiter an die Universität«. Die Vorbereitungskurse zum Hochschulstudium in Sachsen 1946–1949, in: Neues Archiv für sächsische Geschichte 71 (2000) pp. 239–261.

52 DEFANCE (voir n. 13) chapitre 1, pp. 63–78.

53 DEFANCE (voir n. 9) pp. 39–40.

54 David PHILLIPS, The British and university reform policy in Germany, 1945–1949. A study with particular référence to the Gutachten zur Hochschulreform of 1948, Oxford 1983.

daient presque unanimement restaurer la soi-disant »tradition humboldtienne«⁵⁵. Si l'on étudie de près les réponses au questionnaire, on s'aperçoit que la référence à la grande époque de l'Université allemande n'était pour beaucoup d'entre eux qu'une clause de style. Ils exigeaient le respect de l'autonomie des universités (battue en brèche sous le régime national-socialiste), restaient attachés aux principes de l'union des savoirs – premier principe de l'université humboldtienne – (d'où leur acceptation d'une propédeutique ou *studium generale* pour lutter contre l'hyperspécialisation) et de l'interdépendance de l'enseignement et de la recherche (second principe »humboldtien«), mais faisaient peu de cas de l'idée de l'Université comme communauté soudée d'enseignants et d'étudiants (troisième »principe humboldtien«)⁵⁶. Le philosophe de Heidelberg Karl Jaspers fut l'un des seuls partisans d'une réelle refondation de l'Université humboldtienne, incompatible avec le système du mandarinat qui s'était progressivement établi dans les universités allemandes (système de liens quasi-féodaux, très hiérarchisés, entre professeurs et étudiants et fondé sur le principe d'autorité, le respect du Maître. Jaspers rejette catégoriquement cette *Meistererziehung* au profit d'un enseignement de type »socratique«, suivant le principe de la maïeutique)⁵⁷. Sans l'avouer ouvertement, la grande majorité des universitaires allemands auraient voulu se contenter d'un retour à la situation des années vingt, peu différente du système universitaire sous l'Empire, mais en fait déjà très éloignée du »système humboldtien« du début du XIX^e siècle⁵⁸. Ils rejetèrent donc la plupart des mesures prônées par les alliés en 1946/47 puis reformulées en 1948 par un petit groupe de réformateurs allemands. L'opposition se cristallisa contre les projets visant à ouvrir les conseils universitaires à des personnalités »extérieures«: les universitaires allemands refusaient toute »immixtion« des partis politiques, des syndicats ou des Églises dans la vie de l'Université. Ils firent quelques concessions modérées en autorisant la représentation des non-*Ordinarien* et des étudiants (pour les affaires intéressant la communauté estudiantine exclusivement) dans les sénats. Ils reconnurent aussi la nécessité de favoriser l'accès à l'Université des étudiants issus de milieux modestes⁵⁹. La mise en œuvre de ce processus échappait donc en grande partie à la sphère universitaire. Enfin, rappelons les résistances tenaces qu'une grande partie du corps professoral opposa au développement des études supérieures pour les jeunes femmes. À Bonn, le philosophe Erich Rothacker – ancien membre

55 Sylvia PALETSCHEK, Die Erfindung der Humboldtschen Universität. Die Konstruktion der deutschen Universitätsidee in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts, in: Historische Anthropologie. Kultur, Gesellschaft, Alltag, 10, 2 (2002) pp. 183–205.

56 DEFRANCE (voir n. 13) pp. 238–248.

57 Voir les ouvrages et articles suivants de Karl JASPERS, Die Idee der Universität, Berlin 1946; Vom lebendigen Geist der Universität und vom Studieren, in: Schriften der Wandlung 1 (1946) pp. 7–40; Die Erneuerung der Universität, in: Karl JASPERS, Erneuerung der Universität. Reden und Schriften 1945/46, Heidelberg 1986; Volk und Universität, in: Die Wandlung, 1947, pp. 54–64. Au sujet des projets de réforme de Jaspers voir, DEFRANCE (voir n. 13) pp. 160–165; Ralf KADEREIT, Karl Jaspers und die Bundesrepublik Deutschland. Politische Gedanken eines Philosophen, Paderborn 1999, pp. 63–96.

58 Rüdiger vom BRUCH, Abschied von Humboldt? Die deutsche Universität vor dem Ersten Weltkrieg, in: Karl STROBEL (éd.), Die deutsche Universität im 20. Jahrhundert, Vierow bei Greifswald 1994, pp. 17–29.

59 DEFRANCE (voir n. 13) pp. 233ss.

du parti – défendit des positions extrêmement réactionnaires qui reflétaient sa conception du rôle de la femme dans la société: principalement celui d'une mère au foyer, peu apte au travail intellectuel et encore moins à la recherche universitaire⁶⁰.

Au total, les tentatives de réforme de l'Université de la fin des années quarante se heurtèrent au conservatisme des enseignants qui se raccrochèrent frileusement à la tradition universitaire allemande après l'expérience traumatisante du »III^e Reich«. Les esprits n'étaient pas prêts à innover. La moyenne d'âge très élevée des universitaires ne laissait guère augurer d'une grande hardiesse réformatrice.

Pour contourner le »conservatisme« régnant à l'Université, Britanniques et Américains invitèrent de jeunes *Dozenten* allemands dans leurs propres établissements d'enseignement supérieur. Soucieux de ne pas imposer leur modèle universitaire, ils espéraient que ces jeunes gens »importeraient« eux-mêmes les éléments qui les auraient convaincus. L'autre objectif était de les rallier aux valeurs de l'Occident dans la lutte contre le communisme, d'assurer l'ancrage à l'Ouest ou l'occidentalisation de l'Allemagne de l'Ouest au moment de la guerre froide⁶¹. En août 1947, l'*Education Branch* américaine mit en place un »programme de réorientation«. C'est dans ce cadre que fut élaboré le gigantesque »programme d'échanges culturels« qui consistait d'une part à inviter aux États-Unis des Allemands pour observer le mode de vie et le système politique américains, d'autre part à envoyer les meilleurs experts américains en Allemagne⁶². Ainsi, s'ils ne purent pas imposer une réforme de l'Université dans l'immédiat après-guerre, Américains et Britanniques parvinrent à renforcer les éléments qui ultérieurement allaient être capables d'initier le processus de transformation de l'enseignement supérieur à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix⁶³.

Confrontées comme leurs alliés au blocage de l'Université allemande, les autorités françaises recoururent à une autre méthode. Dès 1945, Raymond Schmittlein, chef de la direction de l'Éducation publique (DEP) du gouvernement militaire, avait estimé impossible la réforme des universités traditionnelles jugées nationalistes: »L'expérience acquise depuis six mois dans le contrôle de l'enseignement supérieur a convaincu les plus optimistes de l'insuffisance morale des universités de Tübingen et

60 DEFRANCE (voir n. 13) pp. 248–251. Au sujet du philosophe de Bonn, voir Volker BÖHNIGK, *Kultur- anthropologie als Rassenlehre. Nationalsozialistische Kulturphilosophie aus der Sicht des Philosophen Erich Rothacker*, Würzburg 2002.

61 Anselm DOERING-MANTEUFFEL, *Wie westlich sind die Deutschen? Amerikanisierung und Westernisierung im 20. Jahrhundert*, Göttingen 1999.

62 Henry J. KELLERMANN, *Cultural Relations as an Instrument of U.S. Foreign Policy. The Educational Exchange Program between the United States and Germany, 1945–1954*, Washington 1978. Corine DEFRANCE, *Deutsche Universitäten in der Besatzungszeit zwischen Brüchen und Tradition 1945–1949*, in: Dietrich PAPENFUSS, Wolfgang SCHIEDER (éd.), *Deutsche Umbrüche im 20. Jahrhundert*, Cologne, Weimar, Vienne 2000, pp. 409–428 (ici, pp. 422ss.); Karl-Heinz FÜSSL, *Zwischen Eliteförderung und Erziehungsreform: Deutsch-amerikanische Austauschprogramme*, in: Detlev JUNKER (éd.), *Die USA und Deutschland im Zeitalter des Kalten Krieges 1945–1990. Ein Handbuch*, vol. 1, 1945–1968, Stuttgart, Munich 2001, pp. 623–633.

63 Falk PINGEL, *Attempts at University Reform in the British Zone*, in: David PHILLIPS, *German universities after the Surrender. British Occupation Policy and the control of higher Education*, Oxford 1983, pp. 26–27.

de Fribourg. La direction de l'Éducation publique (...) ne peut pas se désintéresser de la rééducation de ses élites futures (...). Or, elle doit constater que son action sur les universités déjà existantes se heurte à de multiples difficultés et à une résistance quasi insurmontable, et qu'elle ne peut pas espérer obtenir de ces établissements une collaboration efficace dans le domaine de cette rééducation (...). La rénovation des universités de Fribourg et de Tübingen comporte comme postulat leur suppression. Cette mesure entraînerait aujourd'hui trop de difficultés pour que nous ne reculions pas devant un procédé aussi radical. Il apparaît plus expédient de construire avant de détruire. La solution que propose la direction de l'Éducation publique est donc d'abord de créer des universités nouvelles sur une base nouvelle⁶⁴. Ainsi la DEP fonda-t-elle trois nouvelles institutions d'enseignement supérieur en 1946, toutes implantées sur la rive gauche du Rhin: l'université de Mayence, l'école supérieure d'administration de Spire et l'institut d'interprétariat de Germersheim⁶⁵. Cependant, la création de l'université de Mayence s'apparenta davantage à un retour à la tradition humboldtienne plutôt qu'elle ne constitua véritablement une innovation. En revanche, l'instauration de l'école supérieure d'administration, à Spire, visa ostensiblement à rompre le monopole des juristes et des facultés de droit sur la formation des futurs administrateurs. C'est essentiellement parce qu'elle s'inscrivait en rupture de tradition avec le système d'enseignement supérieur allemand que les autorités allemandes de la zone française furent si hostiles à l'école de Spire. Cette attitude contribua à marginaliser l'établissement en lui laissant une simple valeur symbolique et à hypothéquer sa fonction de contrepoids face aux facultés traditionnelles de droit⁶⁶.

Résistances et Réformes en zone d'occupation soviétique/RDA

En zone orientale, il n'y eut pas de soviétisation brutale, mais la transformation radicale des structures universitaires suivit un processus long, s'étalant sur plus de vingt ans. Il ne peut être question ici de retracer pas à pas toutes les transformations du système. À l'Est comme à l'Ouest, le maintien en poste d'un personnel très majoritairement bourgeois et conservateur jusque tard dans les années cinquante devait entraver partiellement la réforme de l'institution universitaire. Mais l'occupant soviétique qui envisageait la démocratisation sous l'angle de la socialisation/soviétisation pouvait compter sur le zèle indéfectible de ses fidèles serviteurs de la SED pour parvenir à ses objectifs. La relation entre puissance occupante et autorités allemandes dans les zones constitue bien évidemment la différence majeure entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne. L'Union soviétique dut même à plusieurs reprises freiner l'élan réformateur des cadres communistes est-allemands risquant de briser préma-

64 MAE (Colmar) AC 75 (3), »Réouverture de l'université de Mayence, exposé des motifs«, 25 février 1946, signé Schmittlein.

65 Corine DEFRAANCE, Die Sonderrolle des linken Rheinufers in der französischen Kulturpolitik, 1945–1951, in: Thomas KOOPS, Martin VOGT (éd.), Das Rheinland in zwei Nachkriegszeiten, 1919–1930 und 1945–1949, Coblenz 1995, pp. 175–188.

66 Rudolf MORSEY, Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer (1947–1987), in: Speyerer Vorträge 9 (1987) pp. 11–44.

turément l'illusion d'une coopération de toutes les forces antifascistes à l'Est et de nuire ainsi aux intérêts de l'URSS dans ses relations avec les Occidentaux⁶⁷.

Les mesures les plus précoces et les plus efficaces pour briser le système traditionnel concernèrent la démocratisation du recrutement étudiant: suite à l'instauration des *Arbeiter-und-Bauern-Fakultäten*, véritables sas de sélection sociale et idéologique, les enfants des »classes bourgeoises« se virent fermer l'accès à l'Université. Furent ensuite créées, en 1947, les *Gesellschaftswissenschaftliche Fakultäten*, cellules greffées au sein de l'Université pour diffuser le marxisme-léninisme. En mars 1948, les autorités est-allemandes – le Comité central de la SED – décidèrent d'introduire une initiation obligatoire aux »fondements du socialisme scientifique« pour tous les étudiants⁶⁸, mais sur pression de l'administration soviétique (SMAD), les cours de »matérialisme didactique et historique« ne furent maintenus à titre obligatoire que pour les étudiants en sciences humaines⁶⁹.

Par ces deux premières séries de mesures, il s'agissait d'implanter des structures nouvelles au sein de l'Université sans encore en démanteler les structures classiques. Cette même stratégie avait été utilisée aussi pour établir l'*Aspirantur* à côté du système ancien de l'habilitation. En raison des résistances du corps enseignant, ce n'est qu'après la construction du Mur que le régime est-allemand put briser le système universitaire classique: séparation entre enseignement et recherche (avec l'établissement des académies et la mise en place de *Spezialhochschulen* et des instituts du parti rompant le monopole de l'Université sur la formation des élites); destruction des constitutions universitaires corporatives au profit de la centralisation étatique; suppression des instituts universitaires; planification des carrières des enseignants. L'historien Ralph Jessen relève d'étonnantes continuités entre le nouveau système et celui de l'avant 1945. Mais il ne s'agit pas de continuités avec l'Université de Weimar ou même du *Kaiserreich*, mais avec les tentatives nazies pour briser l'autonomie des établissements et leur imposer le contrôle de l'État⁷⁰.

III. Les universitaires allemands: de loyaux serviteurs des deux États allemands?

Dans l'immédiat après-guerre et dans les années cinquante encore, les universitaires allemands, capables de bloquer les réformes à l'Ouest et de les retarder à l'Est, furent-ils de loyaux serviteurs des deux nouveaux États fondés en 1949 ou tentèrent-ils de s'opposer aux évolutions en cours ? Avant de répondre à cette question, il faut

67 Manfred Heinemann a insisté sur le fait que la »soviétisation« des universités de zone orientale avait été largement menée par les communistes allemands et que le processus s'accéléra après la fondation de la République Démocratique Allemande, cf. Manfred HEINEMANN, *Wer stürmte die Festung Wissenschaft? Die sowjetische Besatzungspolitik und die SED im Bereich von Hochschule und Wissenschaft*, in: *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* 32, 1 (2000) pp. 103–116. Pour la »stalinisation« de la politique culturelle de la SED, voir Anne HARTMANN, Wolfram EGGELING, *Sowjetische Präsenz im kulturellen Leben der SBZ und frühen DDR 1945–1953*, Berlin 1998, pp. 185ss.

68 Cf. intervention de Pjotr I. Nikitin in: HEINEMANN (voir n. 47) p. 99.

69 Alexandr HARTONOW, *Sowjetische Hochschulpolitik in Sachsen, 1945–1949*, Weimar, Cologne, Vienne 1995, pp. 204 und 210.

70 JESSEN (voir n. 30) p. 99.

rappeler leur prise de position par rapport à la rupture du système universitaire allemand symbolisée par la fondation de l'Université Libre dans le secteur américain de Berlin au moment même du blocus de la ville en 1948.

Berlin, la rupture

En effet, la fondation de la *Freie Universität* à Berlin est un pur produit de la guerre froide. Cette nouvelle institution, rivale de l'université Humboldt située en secteur soviétique, fut considérée comme le fleuron du monde libéral face au système communiste. Il ne s'agit pas de retracer ici l'historique des événements qui menèrent à la création de cette université⁷¹. Rappelons que les Britanniques et les Français réagirent initialement à ce projet avec la plus extrême réserve. Ils s'inquiétaient des conséquences politiques d'un tel acte⁷². Les universitaires des trois zones d'occupation occidentale partagèrent cette même inquiétude. Walter Hallstein, professeur de droit et recteur de l'université de Francfort, craignait que la création de la *Freie Universität* ne rejette immanquablement l'ancienne université berlinoise dans le camp de l'Est⁷³. Le recteur de Göttingen, Ludwig Raiser, estimait que les Allemands étaient victimes du conflit entre alliés occidentaux et Soviétiques⁷⁴. S'il fallait éviter une reconnaissance officielle pour ne pas mettre en péril l'ancienne université de Berlin, il fut néanmoins décidé d'aider la *Freie Universität* par l'envoi de *Gastprofessoren*⁷⁵.

La fondation de la *Freie Universität* à Berlin-Ouest eut bien évidemment des répercussions immédiates à l'Est. Au moment où les cadres de la SED entreprenaient la »soviétisation« des universités est-allemandes, bon nombre d'enseignants non marxistes – et notamment d'historiens – y trouvèrent refuge. L'historien Friedrich Meinecke est le symbole de ce mouvement massif vers l'Ouest. À l'âge de 86 ans, il devint le premier recteur de l'Université Libre.

Loyalisme des universitaires est-allemands à l'égard du régime de la SED

Paul Wandel, président de la *Zentralverwaltung für Volksbildung*, distingua en 1948 quatre groupes »politiques« au sein de l'Université est-allemande: 1. un petit groupe d'intellectuels socialistes; 2. un groupe, guère plus important, de partisans déterminés de la démocratisation; 3. la grande majorité des universitaires, très fortement liés au monde bourgeois, très éloignés de la SED sans pour autant être des opposants actifs; 4. un groupe de réactionnaires. Il s'agit là d'un constat assez lucide. Dans la seconde partie des années quarante et au début des années cinquante encore, la très grande majorité des professeurs, à l'Est comme à l'Ouest de l'Allemagne, étaient des

71 Siegward LÖNNENDONKER, *Freie Universität Berlin. Gründung einer politischen Universität*, Berlin 1988; James F. TENT, *Freie Universität Berlin, 1948–1988. Eine deutsche Hochschule im Zeitgeschehen*, Berlin 1988.

72 DEFRANCE (voir n. 13) pp. 282–283.

73 Procès-verbal de la quinzième conférence des recteurs, Brunswick, 26 juillet 1948, in: HEINEMANN (voir n. 20) pp. 496–497.

74 Procès-verbal de la seizième conférence des recteurs, Wurzburg, 6–7 novembre 1948, in: HEINEMANN (voir n. 20) pp. 259–260.

75 Universitätsarchiv Bonn, Senatsprotokolle, séance du 18 novembre 1948, rapport sur la conférence des recteurs de Wurzburg.

représentants du *Bildungsbürgertum* très majoritairement conservateurs et totalement étrangers à l'idéologie communiste⁷⁶.

Pour les réactionnaires ou les conservateurs, la SED laissa partir à l'Ouest les représentants des sciences humaines, considérant ces fuites non comme une perte de substance intellectuelle, mais comme une manière pratique de se débarrasser d'opposants politiques. En revanche, il n'était pas question de laisser émigrer les médecins et les scientifiques dont le régime avait besoin⁷⁷. Pour les convaincre de rester, le gouvernement est-allemand »acheta« leur loyauté par toutes sortes de privilèges (salaires élevés; logements de qualité; accès aux biens de consommation rares; autorisation de voyager; assurance donnée à ces universitaires de pouvoir inscrire leurs enfants à l'Université). Ces professeurs, restés très conservateurs dans les années cinquante, s'abstinrent généralement de prises de position politiques⁷⁸. Quant aux professeurs de sciences humaines progressistes ou marxistes, ils se firent les défenseurs de l'idée du front antifasciste et démocratique jusqu'à la radicalisation de 1948 et parfois même au-delà⁷⁹. Mais ces »intellectuels de gauche«, internés sous le »III^e Reich« ou partis en exil à l'Ouest, souvent moins influencés par Moscou que par l'Occident, n'étaient pas des sujets inconditionnellement soumis au régime. Aussi la SED ne devait-elle pas tarder à leur témoigner sa défiance⁸⁰.

Les enseignants qui restèrent, malgré la »soviétisation« croissante à partir de 1948, attestèrent par leur seule présence de leur loyauté à l'égard du régime. Les uns par carriérisme (pressés de fondre sur les chaires laissées vacantes par les collègues partis à l'Ouest), les autres par souci de ne pas trahir la révolution en cours. Citons le cas de l'historien de Leipzig Walter Markov. Bien qu'il fût assez gravement inquiété, il fit le choix de rester, estimant la dictature est-allemande comme une nécessité due aux circonstances⁸¹. Lors de la seconde phase de radicalisation après 1956, la »double citoyenneté du parti et de la discipline«⁸² de ces intellectuels marxistes fut mise à mal, comme l'illustre la désagrégation du »groupe de Leipzig«. Rappelons que ce groupe s'était constitué à l'université de Leipzig, au début des années cinquante, autour d'un noyau de professeurs de sciences humaines, marxistes tous victimes du »III^e Reich«. Appartenaient au cercle le philosophe Ernst Bloch, les historiens Walter Markov et Ernst Engelberg, le romaniste Werner Krauss et le spécialiste de littérature Hans Mayer. Cette concentration géographique d'esprits critiques, relativement indépendants, disposant d'une force de rayonnement, ne pouvait manquer d'alarmer le régime. Après leur apogée au cours de la période relativement libérale des années 1953–1956, ils furent l'objet de nombreuses attaques, notamment de la part de la

76 JESSEN (voir n. 4) p. 295.

77 Ibid., p. 280.

78 JESSEN (voir n. 10) p. 103.

79 Selon Jean Solchany, les historiens Alexander Abusch et Albert Norden se livrèrent à une »stratégie de séduction du peuple allemand«. Jean SOLCHANY, *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro*, Paris 1997, p. 162.

80 JESSEN (voir n. 4) pp. 326–327.

81 Édouard HUSSON, *Les historiens et l'histoire allemande dans la zone d'occupation soviétique (1946–1949)*, in: *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* 32, 1 (2000) p. 131.

82 JESSEN (voir n. 4) p. 315.

»nouvelle intelligentsia« inféodée au régime⁸³. La crise se solda par le départ pour l'Ouest de Bloch et Mayer. Il n'est guère surprenant que le régime se soit le plus méfié des intellectuels qui lui étaient proches sans lui être inféodés. Ainsi la crise de la fin des années cinquante et du tout début des années soixante correspond-elle aussi à un moment de clarification. Pourtant, il semble bien que les universitaires qui furent alors contraints au départ avaient déjà témoigné de leur loyauté dix ans plus tôt. Désormais l'État est-allemand attendait la soumission.

Dans les années soixante, avec l'arrivée massive de la nouvelle génération passée sous les fourches caudines de l'idéologie de la SED, le problème de la loyauté à l'égard du régime fut réglé de lui-même. À la fin de la décennie, plus de 80% des universitaires étaient membres du parti socialiste unifié⁸⁴.

Les universitaires ouest-allemands et la RFA

Au sein des universités ouest-allemandes, en 1947/48, les éléments communistes tant parmi les enseignants que les étudiants étaient quasiment inexistant⁸⁵. Bien au contraire, l'anticommunisme était alors le sentiment le mieux partagé, constituant un très puissant courant d'opinion diversement apprécié par les occupants. Si les Américains s'en réjouirent, Britanniques et Français se montrèrent plus circonspects, l'anticommunisme marquant une continuité avec le »III^e Reich«. Le conseiller britannique pour les questions d'éducation, Robert Birley, expliqua qu'anticommunisme et antitotalitarisme ne signifiaient en rien l'acceptation des valeurs démocratiques. Il redoutait que la »peur des Russes« ne ravive encore les courants nationalistes et antidémocratiques à l'Université (présents non seulement parmi les enseignants, mais aussi parmi les étudiants comme en témoigne la reconstitution des corporations au tournant des années quarante et cinquante⁸⁶). Birley estimait que le désir allemand de s'ancrer à l'Ouest n'était que la conséquence de cette crainte de l'URSS, mais que les occupants occidentaux allaient pouvoir monnayer leur soutien en échange d'une véritable démocratisation⁸⁷.

Il est indéniable que cet anticommunisme et son corollaire, l'intégration à l'Occident, ont contribué à cimenter une grande partie de la communauté universitaire autour du chancelier Adenauer. Ces deux éléments, joints à l'attachement à l'unité de la nation (à défaut, à la RFA comme héritière du *Reich*), fédérèrent la plupart des historiens autour du régime⁸⁸.

Comme l'avait déjà très justement pressenti Birley, l'intégration occidentale allait conduire les forces et milieux conservateurs allemands à s'adapter. Il leur fallait se

83 Ibid., pp. 320–321.

84 Ibid., p. 439.

85 Public Record Office (PRO) Londres, FO 1050/1125, »Summary of reports of education research officers concerning conditions in the universities«, 10 mars 1949.

86 DEFRANCE (voir n. 13) pp. 255–266.

87 PRO (Londres) FO 371/70716, rapport de Birley à Robertson, »Prospects of a democratic order in Germany with special reference to Education«, 24 juillet 1948.

88 Christoph CORNELISSEN, *Der wiederentstandene Historismus. Nationalgeschichte in der Bundesrepublik der fünfziger Jahre*, in: Martin SABROW, Konrad H. JARAUSCH (éd.), *Historische Meistererzählung, Deutungslinien der Deutschen Nationalgeschichte nach 1945*, Göttingen 2002, pp. 78–108.

dépouiller de leur argumentaire nationaliste et parfois même pangermaniste discrédité au sortir de douze années de dictature nationale-socialiste. Ils durent accepter la démocratie parlementaire et, dans une certaine mesure, les valeurs libérales. C'est pourquoi, globalement, le conservatisme allemand de l'après-guerre est un «conservatisme démocratique» et non un mouvement de restauration⁸⁹.

Ce n'est qu'à la fin des années cinquante et au cours des années soixante qu'on assiste dans le milieu universitaire à l'émergence d'une pensée post-nationale, acceptant l'état de fait de la division, nettement plus critique à l'égard du gouvernement de Bonn. En août 1960, Karl Jaspers, désormais enseignant à l'université de Bâle (depuis 1948), déclara au cours d'une interview télévisée que la disparition de l'État allemand était une conséquence inexorable et irrémédiable de la culpabilité allemande, la liberté étant pour lui bien plus fondamentale que la réunification⁹⁰. Un an plus tard, la controverse autour des thèses de Fritz Fischer sur les responsabilités allemandes lors de la Première Guerre mondiale devait conduire une partie de l'opinion à établir un lien entre politique étrangère et absence de démocratie, et par voie de conséquence, à accepter la partition⁹¹. Rappelons qu'au congrès des historiens de 1964, Fischer fut massivement soutenu par les nouvelles générations d'étudiants. Dans la lignée de ce débat, accordant la primauté aux facteurs sociaux internes, l'historien et sociologue Ralf Dahrendorf reformula *la* question allemande: il ne s'agissait plus de la réunification mais de la libéralisation et de la modernisation de la société ouest-allemande. L'influence des thèses de Dahrendorf sur le mouvement étudiant de la fin des années soixante devait être considérable⁹².

Il nous semble que la question des continuités et discontinuités du système universitaire allemand s'apprécie mieux sur la moyenne durée du quart de siècle que sur le temps court de l'immédiat après-guerre. Si l'on se place dans cette seconde perspective – la fin des années quarante –, il est indéniable qu'en zone soviétique comme dans les trois zones occidentales et à Berlin, la rupture avec le »III^e Reich« est l'élément dominant tant dans les structures que dans le personnel enseignant de l'institution. Mais à certains égards, il s'agit plus d'une interruption que d'une rupture définitive avec le ou les systèmes antérieurs. En effet, dans les deux parties de l'Allemagne, la continuité des élites se révéla avec la fin du processus de dénazification et la politique de réintégration des enseignants politiquement compromis. Pour ce qui a trait aux structures et au mode de fonctionnement de l'Université, on observe dans l'immédiat après-guerre un retour au système weimarien lui-même héritier du système wilhelminien. L'échec des projets de réforme de l'Université impulsés ou soutenus par les Occidentaux dans les zones ouest et les résistances durables aux innovations en zone soviétique témoignent du conservatisme du milieu universitaire

89 Axel SCHILDT, *Konservatismus in Deutschland. Von den Anfängen im 18. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, Munich 1998, p. 212.

90 KADEREIT (voir n. 57) pp. 246ss.

91 Edgar WOLFRUM, *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948–1990*, Darmstadt 1999, pp. 231ss.; ID., *Geschichte als Waffe. Vom Kaiserreich bis zur Wiedervereinigung*, Göttingen 2001, pp. 93s.

92 Édouard HUSSON, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris 2000, p. 89.

après 1945. La plus importante discontinuité de l'immédiat après-guerre fut la division du système universitaire entre les deux Allemagnes naissantes dans le contexte de la guerre froide. Toutes les autres évolutions et inflexions, forcées ou spontanées, s'observent mieux sur une période de vingt à trente ans. Globalement, les discontinuités avec la tradition universitaire allemande furent beaucoup plus marquées en RDA qu'en RFA, mais ce cours forcé eut des répercussions néfastes sur le niveau scientifique de l'université est-allemande, l'isola de la communauté scientifique internationale et aboutit à sa provincialisation. En Allemagne de l'Ouest, l'évolution de l'Université fut beaucoup plus lente, à tel point que les deux premières décennies de l'après-guerre, au premier abord, semblent marquées par la »restauration« du système antérieur à 1933. Mais il ne s'agit pas d'une »restauration« politique, car le double principe de l'intégration à l'Ouest et de la démocratisation était majoritairement accepté par les universitaires. Il y eut en revanche des résistances importantes pour libéraliser et moderniser la structure très hiérarchisée et oligarchique de l'Université. Pourtant, les mouvements étudiants de la fin des années soixante n'éclatèrent pas comme des coups de tonnerre dans un ciel serein. Les projets de réforme inaboutis dans la seconde moitié des années quarante restaient en germination; les séjours à l'étranger des jeunes générations d'universitaires contribuèrent à ouvrir l'Université ouest-allemande sur le monde extérieur et occidental, les grands débats de »1968« sur l'héritage national-socialiste et le retard de libéralisation de la société ouest-allemande étaient déjà l'objet de discussion dans certains cercles universitaires depuis la fin des années cinquante et le début des années soixante⁹³. Plutôt que de parler de »restauration« et de statu quo pour l'université ouest-allemande, il semble plus adéquat de décrire les vingt premières années de l'après-guerre comme une phase d'évolutions en gestation.

93 Ingrid GILCHER-HOLTEY (éd.), 1968. Vom Ereignis zum Gegenstand der Geschichtswissenschaft, Göttingen 1998; Id., Die 68er Bewegung. Deutschland, Westeuropa, USA, Munich 2001.